

# La montée du nazisme et la lutte pour le front unique en Allemagne dans les années 30

lundi 21 octobre 2013, par [LE MOAL Patrick](#), [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2013).

## Sommaire

- [I. Les grands traits de \(...\)](#)
- [1929-1933 : le processus \(...\)](#)
- [II. Ce qu'est le fascisme](#)
- [III. Une responsabilité \(...\)](#)
- [IV. La question du front \(...\)](#)
- [Eléments de conclusion sur la](#)

« Un marchand menait des bœufs à l'abattoir. Le boucher s'avance, un couteau à la main. « Serrons les rangs et transperçons ce bourreau de nos cornes. », propose un des bœufs « Mais en quoi le boucher est-il pire que le marchand qui nous a conduits jusqu'ici avec sa trique », lui répondirent les bœufs qui avaient reçu leur éducation politique au pensionnat de Manouilsky.

« »C'est qu'ensuite nous pourrions régler son compte au marchand !« - »Non« , répondirent les bœufs à principes à leur conseiller, »tu es la caution de gauche de nos ennemis, tu es toi-même un social-boucher." Et ils refusèrent de serrer les rangs. (Tiré des *fables d'Esopé.*) » [\[1\]](#)

Les analyses de la crise actuelle renvoient souvent à celle des années 30. On évoque, ici ou là, l'idée d'une crise des années 30 au ralenti, mais le contexte est bien différent.

Il ne s'agit pas ici de faire une comparaison, de pointer les points communs et les différences avec les années 30 mais d'éclairer une situation spécifique : la montée du fascisme et du nazisme en Allemagne, les discussions au sein du mouvement ouvrier pour le combattre. Dans ces débats il s'agira d'aborder en particulier une question centrale dans la stratégie et la tactique révolutionnaire : la question du front unique ouvrier, en partant de la politique défendue par Trotski , dans ces années là, apport de Trotski reconnu, bien au delà des rangs révolutionnaires.

## I. Les grands traits de la situation des années 30 en Allemagne

On ne peut saisir la situation allemande des années 30 sans prendre en compte trois facteurs :

- Les conséquences de la première guerre mondiale,
- La crise du capitalisme des années 29/30,
- La lutte à mort de la révolution et la contre révolution.

## I-1 Les conséquences de la première guerre mondiale

Elle a été une guerre totale. Le nombre des victimes militaires et civiles s'élève à près de 40 millions de personnes : 19 millions de morts et 21 millions de blessés. Ce nombre inclut 9,7 millions de morts pour les militaires et 8,8 millions pour les civils (4,2 dans l'empire ottoman, 1,5 en Russie).

Les Alliés de la première mondiale perdent plus de 5 millions de soldats (Russie 1,8 ; France 1,4 millions) et les Empires centraux près de 4 millions (dont 2 millions Allemands et 1,1 en Autriche Hongrie). Les blessés se comptent également par millions (5 millions en Russie ; 4,3 en France et en Allemagne, 3,6 en Autriche Hongrie).

Cette guerre disloque des empires centraux, Allemagne et Autriche Hongrie. Elle accentue une des contradictions principales du développement allemand : croissance économique - première puissance industrielle en Europe - et faiblesse politique.

En effet l'unité allemande s'est édifiée dans les années « 1852-1857 », dans le mouvement des nationalités en Europe de 1848, mais d'une manière particulière, sans révolution bourgeoise victorieuse. La bourgeoisie n'avait pas confiance en ses forces, avait peur du mouvement prolétarien. Cette bourgeoisie triomphante, absorbée par la recherche des profits, pas par le jeu politique, s'est réfugiée derrière le rempart de l'état monarchique prussien contre l'aventure populaire et démocratique.

*« Bismark ... a uni l'aristocratie militaire de la Prusse à la bourgeoisie allemande, placé la maison des Hohenzollern au sommet et fondé ainsi le Reich de son goût » [2].*

L'Allemagne manque d'espace pour le développement de ses marchandises : pas d'empire colonial, comme les anglais et français, sauf quelques pays d'Afrique centrale et orientale, qu'elle perdra après la guerre.

Le Traité de Versailles, signé le 28 Juin 1919 va aviver ces contradictions. L'Allemagne est dépecée : la responsabilité de la guerre incombe à L'Allemagne, ses réparations aussi. Elle cède une partie de sa production industrielle, de sa production de charbon, de coke, de blé. Elle perd l'Alsace et la Lorraine. Elle perd 14 % de son territoire et 10% de sa population. L'Allemagne connaît une véritable humiliation nationale. Cela ira en janvier 1923 jusqu'à l'occupation de la Ruhr, principale région industrielle de l'Allemagne, par les armées française et belge, lorsque l'Allemagne ne paie pas. Cette occupation accélère la crise économique, qui provoque une crise politique sans précédent. Les grèves se multiplient, une situation pré-révolutionnaire s'ouvre en 1923, la gauche du mouvement ouvrier progresse très vite mais aussi les mouvements fascistes.

Face à cette occupation de la Ruhr le nationalisme se renforce et des tendances nationalistes existent même dans le KPD. L'IC théorise que l'Allemagne devient un pays colonial et opprimé, et que le devoir des communistes est de prendre la tête de la « *lutte pour la libération nationale* ».

A l'occasion de l'exécution du national-socialiste Schlatteger, (ancien des corps francs accusé d'avoir fait sauter des rails, arrêté et condamné à mort par un tribunal militaire français et fusillé) Radek fait un discours mémorable le 20 juin 1923 au comité exécutif de l'IC :

*« Le sort de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être passé sous silence ou traité avec mépris... ce soldat courageux de la contre révolution, mérite d'être honoré par nous, soldats de la révolution ... » [3].*

C'est le point de départ de la campagne Schlatteger, avec joutes littéraires entre communistes et nationalistes. La « gauche » du KPD [4] applique ce mot d'ordre de façon exagérée « *quiconque lutte*

*contre le capital juif ... est déjà un combattant de classe, même s'il ne le sait pas...Abattez les capitalistes juifs, pendez-les aux becs de gaz, écrasez-les...l'impérialisme français est maintenant le plus grand danger qui soit au monde...ce n'est qu'en liaison avec la Russie ... que le peuple allemand peut chasser le capitalisme français du bassin de la Ruhr ».* [5]

La direction stoppe quand certains dirigeants locaux apposent sur leurs panneaux la croix gammée à côté de l'étoile soviétique et invitèrent à des discussions contradictoires entre orateurs nationalistes et communistes.

## **I-2 Les effets de la guerre vont provoquer une crise économique sans précédent.**

L'Allemagne est saignée et tous ses débouchés sont bloqués par les puissances victorieuses. Le capitalisme ne peut plus se reproduire. Une première réponse sera l'hyper inflation des années 1922-1923. On a tous en tête les images de la création monétaire de masse ; les millions de marks pour acheter un paquet de cigarettes, des salariés employés pour changer les étiquettes dans la journée, les salaires de plusieurs millions versés deux fois par jour tant le mark se dévalorisé : 1 dollar qui vaut 4, 2 Marks, en juin 1923 au bout de quelques mois « vaudra » 4,2 milliards de Marks !!! La dette privée et publique est remboursée avec l'appauvrissement de millions de gens. De fait les salaires deviennent inférieurs à l'avant-guerre.

Une nouvelle monnaie est créée en décembre 1923, le RENTMARK. L'aide étrangère et nord américaine - le plan DAWES - va commencer à intervenir. Les troupes françaises et belges se retirent en 1924.

Le redressement économique se fait sentir, grâce à la base productive allemande, encore maintenue, aux accords entre des grandes entreprises allemandes et américaines et aux investissements directs. Sous la direction de Stresemann, l'Allemagne se stabilise. L'Allemagne est réintégrée dans le concert des nations par les accords de Locarno. L'économie, les institutions de la république de Weimar se reconstituent. La classe ouvrière désintégrée par la guerre va se reconstituer, notamment grâce à la création d'assurances sociales.

Il suffit de rappeler qu'en Allemagne il y a 9,8 millions de personnes travaillant dans l'agriculture et l'économie forestière, et 18,5 millions dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire presque deux fois plus : le prolétariat représente plus de 65% de la population. En Italie, pour 10,3 millions de personnes travaillant dans l'agriculture et l'économie forestière, il y a 6,4 millions de personnes travaillant dans l'industrie et le commerce. Ces chiffres bruts, globaux, sont encore loin de donner une image du poids spécifique élevé du prolétariat dans la vie de la nation allemande. Les entreprises sont concentrées, les travailleurs relativement instruits, familiarisés avec les techniques, ce sont des ouvriers modernes, capables défendre leurs intérêts immédiats, de prendre conscience, avec un haut niveau d'organisation (en 1914, le parti social démocrate avait plus d'un million d'adhérents).

Même le chiffre gigantesque des chômeurs est une preuve à l'envers de la puissance sociale du prolétariat allemand.

Cette situation - stimulée par le capital international, et donc partiellement artificielle - va fonctionner jusqu'en 1929. En 1929, la crise américaine entraîne dans son sillon une nouvelle crise allemande. Les capitaux étrangers n'arrivent plus, les débouchés se tarissent, les investissements chutent, les indices de production baissent de 20%, Des banques allemandes et autrichiennes sont en faillite, les déficits budgétaires sont impressionnants, le chômage explose.

*Sur une population de 62 millions d'habitants, le chômage s'élève :*

en janvier 1929 à 2, 8 millions  
en janvier 1930 à 3, 2 millions ;  
en février 1931 à 4, 9 millions ;  
en décembre 1932 à 7 millions plus 3 millions de chômeurs non enregistrés.

Ces chiffres du chômage sont même considérés comme sous estimés. Le nombre de faillites d'entreprises explose...

Les couches d'employés, de fonctionnaires, d'artisans, subissent plus brutalement les incidences de cette crise que le prolétariat un peu protégé par les contrats collectifs, les allocations chômage. Elles avaient au début des années 20 voté SPD (parti social démocrate c'est à dire le parti socialiste), voire même KPD (parti communiste). Elles commencent à basculer du côté du fascisme.

Cette citation de Trotski sur « la psychologie sociale » du désespoir politique et sociale de la petite bourgeoisie comme de certaines couches populaires montrent bien la profondeur de la crise :

*« Dans le langage de la psychologie sociale, cette tendance politique peut être décrite comme une hystérie épidémique de désespoir parmi les classes moyennes : les petits commerçants ruinés, les artisans et les paysans ; en partie aussi. les prolétaires en chômage ; les employés et les anciens officiers de la Grande Guerre. qui portent encore leurs décorations, mais sans toucher de solde ; les employés des bureaux fermés, les comptables des banques en faillite, l'ingénieur sans emploi, le journaliste sans salaire, le médecin dont les clients sont encore malades, mais ne savent comment le payer ». [6]*

### **I-3 Le troisième facteur est plus directement politique. C'est la lutte entre révolution et contre révolution.**

L'instabilité structurelle de l'Allemagne, ses contradictions entre puissance économique et faiblesse politique, les conséquences de la défaite vont entraîner des conflits politiques aigus. L'unification allemande sous l'égide des junkers prussiens - hobereaux + militaires + noblesse - va être frontalement percutée par la défaite militaire. Du coup, le retard dans la constitution de l'Etat nation doublé de la défaite va empêcher de constituer un Etat fort avec des institutions parlementaires et ses partis bourgeois. Il y a dès la défaite une inconsistance des partis bourgeois classiques - partis du centre et nationalistes. Depuis 1916, l'empire est gouverné par la Reichsver. Avec l'écroulement de l'empire, toutes les institutions se disloquent. Le 9 novembre 1918 sont proclamés le même jour, la « République d'Allemagne » au Reichstag par Scheideman (SPD) et la « République socialiste d'Allemagne » par Karl Liebknecht au Palais Impérial. Le chancelier Von Baden donne tous les pouvoirs au dirigeant social démocrate Frederich Ebert. La République de Weimar naît sur la base d'un accord de la Reichsver et du SPD. En même temps se créent, sous l'influence de la révolution russe, des conseils d'ouvriers, de soldats, des conseils territoriaux dans les principales villes. Mais nous avons là, la conjonction d'une poussée révolutionnaire et d'un affaiblissement de l'Etat lié à la guerre.

La bourgeoisie, dans cette phase, n'a pas confiance dans les moyens de l'appareil d'Etat pour la défendre contre la révolution socialiste, elle décide alors de financer une autre force, les corps francs, composés de soldats démobilisés, de groupes d'anciens combattants, de groupes nationalistes, une force paramilitaire appuyée sur les décombres sociales de la guerre. Cette force, c'est le fascisme. Il y a plusieurs putschs - le premier est le putsch de Kapp en mars 1920 - de ces forces pour régler la question du pouvoir à l'extrême droite.

Cette poussée révolutionnaire va durer de novembre 1918 à octobre 1923, avec une polarisation de la lutte entre la révolution et la contre révolution. Des initiatives des conseils de 1919 à 1923

créeront les conditions pour se coordonner , se centraliser et prendre le pouvoir, en Bavière en 1919, après la grève générale suite au Putsch de Kapp en 1920, en Saxe Thuringe en 1923.

Les conseils ne parviendront pas à prendre le pouvoir, le KPD reculera au dernier moment en octobre 1923. Il ne s'agit pas là de revenir sur cette période (il y a là matière à discuter à d'autres occasions). Soulignons la responsabilité majeure de la social démocratie qui trahira cette phase révolutionnaire du début des années 20 pour lui préférer un ersatz de démocratie parlementaire-ersatz, car c'est surtout le soutien au pouvoir militaire, que les Noske et Scheideman choisiront. Cette politique social démocrate pèsera sur les rapports de forces et la possibilité de développement fasciste. Mais au-delà de ces défaites des années 20, le mouvement ouvrier allemand va voir sa puissance se consolider. La social démocratie et le KPD sans oublier les syndicats vont organiser des millions de travailleurs.

La social démocratie comptera au maximum plus de deux millions d'adhérents au partis, plus les syndicats, les associations, les organisations de sportifs, etc...

Le KPD et ses organisations monteront jusqu'à près de 500.000, mais en 1933 il n'y avait que 11 % d'ouvriers de production au KPD.

Trotsky leur reproche en 1932 de ne pas reconnaître qu'à la conférence des comités d'entreprise, les comités d'entreprise communistes ne représentent que 4 % du total contre 84 % aux sociaux-démocrates. La social démocratie - appuyée sur l'appareil syndical - maintiendra ses positions dans les entreprises, le KPD devient un parti de chômeurs. Cette composition du mouvement ouvrier est le résultat de la crise.

L'Allemagne est arrivée en retard sur la scène historique des nations européennes.

Les impératifs de la crise économique, la nécessité pour la bourgeoisie allemande de détruire un mouvement ouvrier allemand encore trop fort dans une situation marquée par la force propulsive de la révolution russe, et la nécessité de réorganiser son appareil économique en surexploitant la classe ouvrière tout en la privant de tout droit élémentaire vont conduire le capitalisme allemand à choisir l'option nazie. L'incapacité de ses classes dominantes à stabiliser un Etat, à créer les conditions d'une reproduction du capitalisme face à la force propulsive de la révolution russe et de ses effets sur tout le continent européen mais surtout en Allemagne vont déboucher sur une lutte à mort entre le fascisme et le mouvement ouvrier que ce dernier perdra tragiquement.

### **1929-1933 : le processus de prise du pouvoir par les nazis**

Car la prise du pouvoir de 1933 n'est pas arrivée brutalement, est le fruit de quatre années (voire même 6, car l'on peut aussi faire partir le processus en 1927) de batailles physiques et politiques.

C'est d'abord une lutte physique, d'armées constituées, le front de fer social démocrate (Reichsbanner) paralysé par le soutien du SPD aux institutions, le KPD avec son front rouge, le ROT FRONTKAMPFERBUND, et les SA et groupes nazis.. sans compter tous les groupes d'auto défense, les groupes politico-délinquants... C'est une bataille à mort : la bataille des tavernes à Berlin...

Mais cette lutte a aussi une traduction électorale.

*Le SPD obtient 29,8% des suffrages en 1928 puis descend inexorablement :*

24,5 % en 1930 (au moment où les nazis multiplient par 8)

21,6 en juillet 32

20,4 en novembre 32

jusqu'à tomber à 18, 33% en mars 33

Il a encore 800 000 militants au début des années 30, domine les syndicats, les coopératives, les caisses de maladie, les organisations culturelles, sportives ....

En 1931, une aile gauche qui voulait une politique de combat contre le fascisme quitte le SPD et fonde le SAP (parti socialiste ouvrier).

*Le KPD obtient lui :*

10, 6% en 28

13,1 %en 1930

14,3% en Juillet 32

16, 9 en novembre 32 ... puis

12,3% en mars 33, ..

Poussée et chute brutale traduisent polarisation et changement brutal de la situation...

*Le nombre de militants évolue lui aussi rapidement, en même temps que la part de chômeurs :*

1928 125 000 + 21 500 militants [7] dont 63% en usine

1930 117 000 + 40 000 dont 52% en usine

1931 206 000 + 27 500 dont 20% en usine

On peut donc en conclure que la grande majorité des ouvriers au travail étaient sociaux démocrates, alors que la majorité des ouvriers communistes étaient au chômage. L'unité des ouvriers était donc difficile à réaliser au plan économique, la lutte contre le fascisme pouvait les réunir, à condition de tenir compte des partis qui les influençaient .

*Le NSDAP passe de 2, 6% en 1928 :*

18,3% en 1930 : percée ( de 0,8 à 6,5 millions voix)

37, 3% en juillet 32

32% en novembre 32

et enfin à 43, 9% en mars 33 (juste après l'incendie du Reichstag les 27-28 février 1933).

*Il faut noter le fléchissement entre juillet et novembre 32 avant la prise du pouvoir d'Hitler en janvier 33...*

1928 : 100 000 membres

1931 : 800 000

1933 (début) : 1 500 000

En 1930, il est composé à 65% d'employés, paysans et de professions indépendantes et 26% d'ouvriers. Ces derniers seront de plus nombreux au moment de l'expansion du parti, puisqu'ils seront 32,5% en 1933 principalement issus de chômeurs, de jaunes, de déclassés, le « lumpenproletariat », mais également dans les entreprises [8]. Les chefs fascistes sont des petits bourgeois, des prolétaires déclassés. La partie la plus plébéienne qui veut aller vers le national socialisme - certains parlent même de national bolchevisme - sera éliminée lors de la nuit des longs couteaux (29-30 juin 1934), un an après la prise du pouvoir par les nazis.

Le Zentrum - parti du centre bourgeois - n'obtiendra pas plus de 12 points. Il a une place centrale grâce aux coalitions avec d'autres groupes bourgeois, divisés, fragmentés...

On voit bien la polarisation croissante se construire autour des nazis.

De 1924 à 1929, quelques magnats de l'industrie lourde subventionnent juste assez les bandes

fascistes pour qu'elles ne disparaissent pas. Les autres secteurs capitalistes, comme ceux de la chimie, font le choix de la démocratie de la république de Weimar.

A partir de 1927, les troupes de choc nazies, SS et SA, commencent à pénétrer les quartiers ouvriers, à perturber les réunions ouvrières.

A partir de l'été 1930, la plupart des magnats de l'industrie lourde et des banquiers qui leur sont liés, ainsi que les hobereaux, subventionnent le parti Nazi. « *Ils lui fournissent des moyens matériels imposants qui lui permettent de remporter la victoire électorale de septembre 1930 et de conquérir 107 sièges au reichstag ..... en 1931 et 1932, les subventions continuent à pleuvoir, toujours plus abondantes, dans les caisses du NSDAP* » [9]. Hitler commence à être reçu officiellement à des réunions publiques de patrons, comme le Club des industriels de Düsseldorf le 27 janvier 1932.

A partir de 1930, la lutte se transporte dans la rue, les nervis provoquent et assassinent leurs adversaires ouvriers, en ayant le soutien des forces répressives de l'Etat [10]. Il ne se passe pas de dimanche sans bagarre sanglante.

Si de 1929 à 1931 la « Ligue des combattants du Front Rouge » du KPD riposte aux nervis, rend coup pour coup avec comme mot d'ordre « frappez les fascistes partout où vous les trouvez », attaque même leurs locaux, leurs casernements ; à partir de 1931, le parti renonce brutalement à la lutte physique contre les fascistes, au bénéfice de la lutte idéologique.

Ces luttes sont meurtrières, par exemple, en 1931, pas moins de 300 morts pour la seule Prusse.

L'interdiction des SA et SS en avril 1932 quelques semaines n'a aucun effet.

La levée de l'interdiction, accompagnée de la destitution du gouvernement SD de Prusse qui a pour effet de lui retirer tout pouvoir sur la police prussienne, se traduit par des violences accentuées : entre juin et juillet 1932, toujours en Prusse, 99 morts et 150 blessés. Le 17 juillet à Altona (Hambourg) un affrontement provoque 17 morts et 100 blessés à cause des violences Nazies.

Les grands rassemblements nazis commencent.

L'aspiration au Front unique est forte à la base, et parfois au-dessus.

Il y a des exemples locaux de défense commune contre les attaques des nazis, mais la direction du SPD interdit toute négociation à l'échelon local « *l'action antifasciste est une action anti social démocrate* ».

Quand un socialiste propose des actions communes, les communistes répondent de ne pas donner le moindre crédit à ces propositions, et de créer le Front Unique par le bas.

Lorsque le 20 juillet 1932, après le coup d'Etat de Von Papen contre le gouvernement social démocrate de Prusse, le KPD propose au SPD et aux syndicats une grève générale, le SPD fait la sourde oreille.

Les élections du 31 juillet 1932 donnent au NSDAP 37,3 % des voix. Hindenburg refuse de nommer Hitler. Von Papen et Schleicher proposent aux nationaux-socialistes deux ministères, mais Hitler réclame la chancellerie.

Les SA multiplient alors leurs violences. Un décret-loi instaure alors la peine de mort pour les auteurs de violences de rue mortelles. Lorsqu'un mineur communiste est piétiné à mort par neuf SA, ils sont condamnés à mort. Hitler réclame leur libération. Finalement graciés, ils ne feront que quelques mois de prison. Hitler dicte désormais sa loi au pouvoir légitime.

En novembre 1932, pendant la campagne électorale, les communistes soutenus par les nationaux-socialistes pour faire grève dans les tramways berlinois, s'opposant ainsi aux syndicats et au SPD qui appellent au travail après avoir négocié une application des décrets lois (2pfgs de diminution de salaire au lieu des 20 prévus). La répression policière est brutale : 1000 arrestations, 100 blessés, 10 morts, 2500 employés licenciés.

Quelques jours après, le recul des nazis aux élections de novembre 1932 est interprété par les communistes et le SPD comme une défaite définitive.

C'est l'inverse !

Le nouvel an commence par cinq ouvriers assassinés par les nazis.

Des manifestations de masse du KPD se tiennent dans différentes grandes villes contre le nouveau gouvernement.

Le 22 janvier 1933 les nazis défilent devant la maison Karl Liebknecht - local du KPD - sous la protection de la police. La Reichsbanner a été appelée à un entraînement en dehors de Berlin, et les groupes de combat du Front Rouge reçoivent l'ordre formel de ne pas intervenir.

En réponse à cette défaite politique, le KPD organise le 25 une manifestation de masse de 120 000 ouvriers.

C'est durant le mois de janvier 33, qu'interviennent l'ancien président de la Reich Bank et des grands capitalistes pour nommer le « *chef du groupe national le plus nombreux* » autrement dit Hitler, avec comme vice chancelier Von Papen et deux autres nazis au gouvernement Goering et Frick Wilhem.

Ils espéraient utiliser, manœuvrer, Hitler pour réduire le mouvement ouvrier sans lui laisser le champ libre dans les domaines économiques, des affaires étrangères et de l'armée !

C'est le contraire qui se passa...

Le 30 janvier 1933, Hindenburg nomme donc Hitler Chancelier. Cette position était importante, pouvait devenir décisive, mais n'était pas encore consolidée.

Si le combat avait été déclenché à ce moment la victoire n'était pas certaine, ...mais pas impossible.

Hitler sait que les forces des syndicats, des partis ouvriers sont intactes. Il met à profit cette position pour créer les conditions d'une prise du pouvoir totale.

Le SPD et le KPD restent eux paralysés...

Le KPD lance un appel à la grève générale, avec peu de chances de réussite, compte tenu de sa faible présence dans les usines et du fait qu'il était totalement coupé des travailleurs socio démocrates.

Dès l'après midi et la soirée du 30 janvier, dans les grandes villes se produisent de puissantes démonstrations ouvrières spontanées. Les délégués des entreprises, les responsables locaux du SPD viennent à Berlin pour prendre les consignes de lutte. Les directions du syndicat, du Front de défense, se préparent « *dans l'attente du signal de combat* ». Les ouvriers sont « *avisés de se tenir prêts pour un appel à la grève générale* ».

Mais la direction du Parti réunie dans la nuit du 30 janvier refuse le combat, les arguments de prudence l'emportent : c'est un gouvernement constitutionnel, et ils décident de le combattre comme tel [11]. De nouvelles élections sont fixées au 3 mars 1933, et les nazis ont perdu 5% des voix entre juillet et novembre 1932 (de 37,3% à 32%). Ils distribuent un tract « *Face au gouvernement de menace de coup d'Etat, la social-démocratie et tout le Front de Fer se maintiennent avec les deux pieds sur le terrain de la constitution et de la légalité. La social-démocratie ne fera pas le premier pas pour en sortir.* »

Pendant ce temps les nazis organisent une « marche des torches » sous la porte de Brandebourg. Après la marche, une section d'assaut attaque une rue communiste. Le chef nazi et le schupo qui accompagne la colonne, tombent, on ne sait pas qui les a tués.... Le gouvernement s'empare de ces deux cadavres. Une messe solennelle a lieu pour le schupo et le membre des SA tombés, ensemble, symboliquement, sous les balles de la « canaille communiste ».

La *Rote Fahne* (communiste) du 31, appelant à préparer la grève générale, est saisie. Le *Vorwaerts* (social démocrate) prévient que « *faire la grève maintenant serait gaspiller les munitions de la classe ouvrière, en tirant dans le vide.* »

La manifestation que le PC convoque pour le 3 février, au Lustgarten, est interdite par la police...

Malgré la terreur, une série de villes allemandes connaissent les plus grandes mobilisations ouvrières de leur histoire, plus grandes même que pendant la Révolution de 1918-1919 [12]. Une grève générale unanime d'une heure est la réponse de la classe ouvrière de Lübeck à l'emprisonnement d'un député social-démocrate. Le 6 février, le maire social-démocrate de Stassfurt est tué. Le jour des obsèques, une grève unanime ferme les usines et les magasins.

Pendant ce temps, la *Rote Fahne* du 2 et 3 février publie le discours du président de l'Internationale communiste, Manouïlski, en réponse à Otto Bauer (social-démocrate autrichien), où est développée de nouveau la théorie du social-fascisme.

Pour l'immense rassemblement social démocrate du 7 février 1933, le *Vorwaerts* écrit « *Berlin n'est pas Rome, Hitler n'est pas Mussolini. Berlin ne sera jamais la capitale d'un Reich fasciste, Berlin reste rouge ...* » [13]. Le chef de la fraction communiste au Reichstag, le député Torgler, demande l'autorisation de lire devant les masses socialistes un appel au front unique que leur adresse le PC. On le lui refuse.

« *La réunion est finie. On commence à se retirer. On entend encore quelques cris : « Front unique... », « L'unité... » Un groupe de militants, au cri de « A mort Hitler.... », « A bas le gouvernement... », prend par la Braderstrasse. Ils sont de plus en plus nombreux. Ils avancent maintenant par la large Rosstrasse. Ils ont empli la rue. Ils ont empli les trottoirs. Les gens accourent de tous les côtés. C'est un véritable fleuve qui coule sans arrêt. Les agents les regardent passer sans intervenir. On y voit, sous les boutonnières, les trois flèches (socialiste), la faucille et le marteau (communiste) : « A bas le gouvernement.... », « Rot Front... », « Freiheit... », « A mort Hitler... », « Berlin reste rouge. » Dans les coins, on commente, surpris : « Ils marchent ensemble », « SPD et KPD se sont unis », « dieu soit béni. Nous ne craignons maintenant aucun Hitler. » C'est une petite vieille qui dit ça. Elle lève le poing : « Rot Front » et ses yeux sont pleins de larmes. Ils avancent toujours. Ils ont pris maintenant la Dresdenerstrasse. Devant un local nazi se tiennent quatre schupos. On voit un amas de chemises brunes se pressant contre les vitres de la porte fermée. Et on assiste à cette chose extraordinaire : le 7 février, une manifestation illégale, spontanée, dans laquelle marchent ouvriers socialistes et communistes, sous le gouvernement de Hitler, crie aux oreilles des nazis enfermés dans leur local et gardés par quatre schupos : « A MORT HITLER.... », « A BAS LE GOUVERNEMENT FASCISTE... » [14]*

« Le 10, nous avons accompagné trois corps au cimetière de la Friedrichfield, où reposent Rosa et Karl. Trois jeunes communistes : Berner, Kollasch, Schulz. Pour Berner, quelques détails. Coin des rues Fulda et Wesel, à Neukoln, Local Reichsbanner. Minuit. Un jeune au téléphone appelle le proche local communiste : « L'air est lourd ». Ils sont assiégés par les nazis. Les communistes accourent. Parmi eux, Erwin Berner. Arrivés au coin menacé, une salve de revolvers. Les nazis embusqués tirent. Berner est tombé là. La police a interdit les cortèges. A la sortie de la maison, un officier inspecte les couronnes, en saisit une qui porte une légende trop explicite, la déchire puis la piétine. Nous prenons le métro. A la sortie, attente. Après-midi nuageux, très froid, dans un carrefour livide. Attaque de neige : de très petites munitions blanches tombent dru. Forces de police considérables. Enfin, les voilà. Les trois voitures, à cinquante mètres l'une de l'autre, avancent, secouées par les pavés. Chemin bien connu dans le cimetière. Fleuve de drapeaux. Mais cette fois-ci, à gauche, les poings levés en silence, les ouvriers de la Reichsbanner saluent le cortège. De jeunes socialistes, de jeunes communistes portent les cercueils des camarades tombés. Le front unique. Le front unique dans le cimetière... Dans les quartiers de Berlin, dans tous les coins du Reich, de petits accords locaux ont lieu pour l'action. Pénibles. Etriqués. Mais le grand accord au centre, le seul qui pourrait décider, d'où naîtrait la résistance d'ensemble, la réplique de masse que craint la bourgeoisie (il n'y a qu'à lire ses journaux), celui-là n'aura pas lieu. N'aura pas lieu. »

.....

« 25 février. Meeting électoral du PC au Sport-Palast. Une heure avant l'ouverture de la réunion, l'immense salle est pleine. C'est Pieck qui a la parole. Sur la question du front unique, il dit ces mots : « Nous nous adressons à tous les ouvriers social-démocrates, reichsbanner et adhérents des syndicats libres, nous leur tendons une main fraternelle, nous sommes prêts à tout front unique qui aura pour premier but la défense des masses travailleuses... » (version stalinienne du front unique à la base qui ne s'adresse pas aux directions réformistes - NDLR) Quand il commente les mesures prises contre les écoles laïques, la police déclare la réunion dissoute, parce que l'orateur a parlé avec mépris de la religion. La salle accueille cet ordre par un vibrant « Rot Front ». Pas d'incident à la sortie, mais dans quelques quartiers des ouvriers isolés sont matraqués, poignardés. »

Le 27 février, le Reichstag est incendié par un coup monté par les nazis.

Dès les premières flammes, le KPD est déclaré illégal, la presse communiste est interdite pour quatre semaines, tous les fonctionnaires du PC mis en prison préventive comme deux de ses députés soupçonnés de complicité dans l'incendie du Reichstag. Quatre mille militants communistes sont arrêtés. L'ensemble de la presse social-démocrate tombe également sous le coup d'une interdiction de quatorze jours.

*« Pendant les derniers jours de février, l'aspect des rues commence à changer. Elles appartenaient aux ouvriers, elles ne sont à personne maintenant. Abandonnées par les travailleurs, elles n'ont pas encore un nouveau maître. On n'y voit pas davantage les nazis, mais il n'y a plus de défilés d'ouvriers, ni de ces piquets d'autodéfense qui parcouraient les rues, se rendant à leur poste ..... »*

Le 4 mars, a lieu ce magnifique « Réveil de la nation » enfanté par l'imagination de Goebels, ces retraites aux flambeaux, le même soir, dans tous les villages et villes du Reich, ces feux allumés sur toutes les collines, dans tous les hameaux de montagne. » [15]

Aux élections du 5 mars 1933, encore 4,8 millions de voix au KPD, 7,1 au SPD, mais maintenant 17,2 aux nazis [16] ! Les élections des députés communistes sont annulées. Les nazis vont bientôt dissoudre les autres partis. Hitler, de Chancelier va devenir Führer. La défaite est arrivée.

---

Trotsky est exclu du PCUS le 14 novembre 1927. Dès janvier 1928, il est déporté à Alma Ata, à 4000 km de Moscou, puis en janvier 1929 expulsé en Turquie. Il s'installe en avril 1929 dans l'île de Prinkipo, en face d'Istanbul, il y restera jusqu'en juillet 1933 quand il part en France. C'est à Prinkipo qu'il écrit nombre de lettres, textes, ouvrages abordant la situation en Allemagne, de plus en plus pressants au fur et à mesure de la montée du nazisme.

Il élabore et précise une analyse du fascisme particulièrement pertinente dans un mouvement ouvrier n'en comprenant pas les données particulières. Elle reste un des apports essentiels sur la question.

Il exhorte les communistes allemands à engager une politique de Front Unique, contre la politique des communistes et des sociaux démocrates, pour éviter la « *destruction de l'élite du prolétariat allemand* ».

Trotsky défend ses positions dans une perspective interne au KPD - l'opposition de gauche est une opposition interne au KPD. Les propositions de Trotsky sont des objectifs pour le KPD et, au-delà l'ensemble du mouvement ouvrier.

---

## II. Ce qu'est le fascisme

On a souvent rangé le fascisme sous le vocable de régime autoritaire, césarisme, bonapartisme, dictature militaire. Mais cela n'est pas opérant, ne donne la dimension spécifique du fascisme.

Le fascisme surgit dans une faille : la faiblesse des instruments traditionnels de domination de la bourgeoisie - institutions étatiques dont la démocratie parlementaire - dans une crise économique majeure, face à la montée de la révolution prolétarienne.

La première émergence a lieu en Italie en 1922, la seconde se produira en Allemagne et signe la mort de la troisième internationale comme internationale révolutionnaire.

Quelles sont les grandes lignes de l'analyse du fascisme chez Trotsky ?

La bourgeoisie préfère généralement un régime de démocratie parlementaire, au besoin évoluant vers un Etat fort, au règne totalitaire d'un parti fasciste qu'elle ne peut pas complètement contrôler.

Mais ce choix a un prix économique et social. Dans un régime parlementaire, le mouvement ouvrier conserve des moyens pour défendre ses intérêts, même dans le cadre des capitulations de la collaboration de classe, et les différents secteurs de la bourgeoisie expriment leurs intérêts propres.

Lorsqu'il y a « *impossibilité de poursuivre une accumulation « naturelle » du capital, étant donnée la concurrence au niveau du marché mondial (niveau existant des salaires réels et de la productivité du travail, accès aux matières premières et aux débouchés)* » [17] la question se pose pour les groupes décisifs du capital de mettre en place une forme supérieure de centralisation du pouvoir exécutif

pour la réalisation de ses intérêts historiques. La relance des profits a alors pour pré-condition la destruction du mouvement ouvrier organisé. L'heure du fascisme arrive donc lorsque les moyens normaux de la dictature bourgeoise, militaires, policiers, politiques (le système parlementaire) ne suffisent plus pour maintenir la société en équilibre.

La fonction historique de la prise du pouvoir par les fascistes consiste à modifier par la force et la violence les conditions de reproduction du capital en faveur des groupes décisifs du capitalisme monopoliste.

Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le patronat obtiendra une baisse rapide des salaires, par l'abolition des salaires contractuels et leur individualisation par entreprise, puis leur réduction. De 1933 à 1935, ils ont été réduits de 25 à 40%, les chômeurs employés aux travaux publics ont des salaires dérisoires, parfois seulement même l'allocation chômage. Début mai 1936, Hitler met à la disposition des entreprises « *de la main d'œuvre à bon marché* », des chômeurs payés une misère [18].

Pour réaliser cela, il a fallu « *atomiser, décourager et démoraliser, durant une longue période, une classe sociale consciente, riche de plusieurs millions d'individus, et pour prévenir ainsi toute poussée de la lutte des classes la plus élémentaire, poussée que le seul jeu des lois du marché déclenche périodiquement. Pour cela, il faut [a fallu] un mouvement de masse qui mobilise un grand nombre d'individus* » [19]. Le fascisme, c'est donc une mobilisation de la petite bourgeoisie déchaînée dans le cadre d'un mouvement de masse ample et bien organisé pour écraser le mouvement ouvrier et d'autres couches potentiellement antifascistes, écraser la démocratie parlementaire.

« *La montée d'un mouvement fasciste de masse est en quelque sorte une institutionnalisation de la guerre civile, où, toutefois, les deux parties ont objectivement une chance de l'emporter (c'est la raison pour laquelle la grande bourgeoisie ne soutient et ne finance de telles expériences que dans des conditions tout à fait particulières, « anormales », car cette politique de quitte ou double présente indéniablement un risque au départ). Si les fascistes réussissent à balayer l'ennemi, c'est-à-dire la classe ouvrière organisée, à le paralyser, à le décourager et à le démoraliser, la victoire leur est assurée. Si, par contre, le mouvement ouvrier réussit à repousser l'assaut et à prendre lui-même l'initiative, il infligera une défaite décisive non seulement au fascisme mais aussi au capitalisme qui l'a engendré. Cela tient à des raisons technico-politiques, socio-politiques et socio-psychologiques. Au départ, les bandes fascistes n'organisent que la fraction la plus décidée et la plus désespérée de la petite bourgeoisie (sa fraction « enragée »)* » [20].

**« Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier qui est fondé sur l'extirpation de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste, mais aussi de maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée. Pour cela, il ne suffit pas d'exterminer physiquement la couche la plus révolutionnaire des ouvriers. Il faut écraser toutes les organisations libres et indépendantes, détruire toutes les bases d'appui du prolétariat et anéantir les résultats de trois-quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats »** . [21]

Cette définition de la dictature fasciste souligne la différence fondamentale entre un régime politique dans lequel la classe ouvrière conserve ses organisations et sa capacité de résistance collective et un régime dans lequel tout cela a disparu.

Il y a donc une différence entre bonapartisme, voire pré-bonapartisme et fascisme : Brüning, Von

Papen (conservateur, monarchiste) du Zentrum + Von Schleicher, chef de l'armée : le fascisme c'est la liquidation totale du mouvement ouvrier.

A propos du légalisme fasciste : arriveront-ils au pouvoir par le coup d'Etat ou la légalité ?

Les Nazis s'appuieront sur les deux.

Le nazisme, lorsqu'il se lance à la conquête du pouvoir, a l'assentiment de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie capitaliste. Il est assuré de la complicité des responsables militaires et policiers. Les responsables de l'Etat bourgeois ne lui opposeront pas de résistance armée : la solidarité de classe sera plus forte que les divergences d'intérêts et de méthodes.

Les fascistes poussent à la mobilisation extra parlementaire contre le mouvement ouvrier et à la conquête de positions parlementaires, mais le centre de gravité c'est la rue, et son occupation...

Hitler accède à la chancellerie le 30 janvier 33. Il multiplie les déclarations légalistes, pendant qu'en sous main il encourage ses bandes à continuer la lutte contre le prolétariat : du 30 janvier au 5 mars, les chiffres officiels annoncent 51 morts antifascistes dans les bagarres politiques. Dès février 33 les journaux ouvriers sont interdits, les locaux occupés. Le Reichstag est brûlé. Les partis sont dissous. Les militants emprisonnés et cela ne s'arrêtera plus.

L'objectif, c'est la liquidation du mouvement ouvrier, les nazis utiliseront pour cela les méthodes du mouvement ouvrier pour le combattre : groupes de défense, associations, clubs sportifs, soupes populaires.

Il y a un vrai patchwork fasciste et nazi, empruntant au mouvement ouvrier et à la révolution russe : « le bolchevisme brun », qui regroupe les éléments plébéiens du fascisme. Il y aura des secteurs qui s'identifieront plus ou moins avec cette idéologie, Hitler et la direction nazie, jamais.

Cela conduira à la nuit des longs couteaux SS contre SA en 1934.

Tant le SPD que le KPD n'analysent pas le fascisme comme une forme particulière de domination de la bourgeoisie, mais comme une des formes de réaction, qui pouvait accéder au gouvernement, et ensuite en être renvoyée par des moyens parlementaires : « ...quand ils (les nazis) seront au pouvoir, l'unité du Front du prolétariat sera réalisée et balayera tout... Nous sommes les vainqueurs de demain et la question : qui sera écrasé ? ne se pose plus. Cette question est déjà résolue » [22]

### **III. Une responsabilité majeure des directions staliniennes et sociale-démocrates**

On l'a vu, le mouvement ouvrier, fin 1932, début 1933, à la veille de la victoire fasciste, même si tout n'était peut-être pas perdu, est affaibli et démoralisé. A cause du chômage, évidemment, des défaites répétées provenant d'un manque d'audace dans les rixes journalières avec les nervis fascistes, mais surtout de la politique du SPD et du KPD dans les années qui ont précédé la tragédie.

Car la résistance était parfaitement possible. Des millions de salarié(e)s y aspiraient de toutes leurs forces. L'absence de cette résistance réussie est largement due à l'incompréhension et à l'ineptie des directions du KPD et de la social-démocratie.

La responsabilité de la social-démocratie vient de loin : malgré les trahisons des années 20, les assassinats de Rosa Luxembourg et Liebknecht, la social démocratie représente l'organisation

ouvrière dans une situation normale. Elle se caractérise par le soutien à tous les gouvernements pré-bonapartistes et bonapartistes... Le SPD met son espoir dans les forces traditionnelles, vote Hindenburg pour empêcher Hitler d'être élu, dès le premier revers fasciste, pense que la vague est endiguée et que le reflux commence ...quelques mois avant sa prise du pouvoir. Ils se maintiennent sur le terrain de la Constitution et de la légalité, demande aux instances de l'état de les protéger du fascisme, celui-là même qui aide les bandes armées des Nazis.

Mais fascisme et social démocratie sont incompatibles.

*« La social-démocratie, aujourd'hui principale représentante du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme s'appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut avoir d'influence sans organisation ouvrière de masse. Le fascisme ne peut instaurer son pouvoir qu'une fois les organisations ouvrières détruites. Le parlement est l'arène principale de la social-démocratie. Le système fasciste est fondé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, les régimes parlementaire et fasciste ne sont que les différents instruments de sa domination : elle a recours à l'un ou à l'autre selon les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie comme pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une signification indépendante, bien plus, c'est pour eux une question de vie ou de mort politique » [23].*

C'est ce que ne comprend pas le stalinisme.

Le KPD associe et mêle toutes formes de régime autoritaire : le fascisme prend le pouvoir et s'écroulera.

Le KPD met dans le même sac les gouvernements, Brüning, Von Papen, et les nazis.. Du coup, l'hypothèse d'une prise du pouvoir par les nazis est sous estimée... Ils prendront le pouvoir et s'écrouleront... et ce sera notre tour !!! Le KPD sous estime la spécificité du nazisme et la nécessité de le combattre en tant que tel.

Il y a aussi l'autre dimension de la politique stalinienne face au nazisme : la lutte contre le social fascisme, la politique dite de « 3<sup>e</sup> période » qui commence en 1928. En France c'est la tactique « classe contre classe », qui amène le PCF à se maintenir au second tour y compris en présence du PS/SFIO.

La politique de la troisième période est ainsi définie par Boukharine lors du 6<sup>e</sup> congrès de l'IC :

*« Le levier politique de ce tournant est le changement d'attitude envers les partis sociaux démocrates....L'accentuation de la lutte contre la social démocratie, telle est l'orientation politique de l'IC....ne veut nullement signifier le rejet de la tactique de Front Unique.... Mais en relation avec l'accentuation de notre lutte contre la social démocratie, nous devons procéder au changement suivant dans cette lutte : dans la plupart des cas, nous devons maintenant poursuivre la tactique de Front Unique seulement par en bas. Aucun appel aux sommets des partis sociaux démocrates n'est possible ; seulement dans de rares cas, des appels à des organisations locales isolées du parti social démocrate sont peut-être admissibles. Mais en règle générale, nous appelons aux masses social démocrates, aux simples ouvriers sociaux démocrates » [24]*

D'autres vont plus loin. Losovsky déclare que la social démocratie n'est plus un parti ouvrier. Thaelmann en rajoute : « le développement du réformisme en social fascisme est un phénomène que l'on peut illustrer par différents exemples dans différents pays » [25].

Cette politique va être amplifiée par les événements en Allemagne lors 1<sup>er</sup> mai 1929 à Berlin.

A Berlin le KPD était majoritaire dans la classe ouvrière, mais les responsables du gouvernement, de

la police étaient SPD. Ils autorisent des meetings en salle (des syndicats et du SPD), mais interdisent la manifestation annoncée par le KPD. Le KPD appelle à manifester « personne aux réunions réformistes dans les salles ! Tous dans la rue ! ». La police provoque et tire sur les manifestants, les fenêtres de ceux qui protestent. Les jours suivants, on en vient à des combats de barricades à Wedding et Neukölln : en tout 27 morts et 150 blessés. Cette fusillade a un retentissement dans le monde entier, notamment parmi les communistes, et justifie le tournant, en démontrant la « fascisation » des partis socialistes.

Le plénum de l'IC qui suit, en juillet 1929, analyse le social fascisme comme élément nouveau de la situation :

*« la division du fascisme allemand en deux camps, celui du social-fascisme et celui des nationaux-allemands, entre lesquels s'est effectuée une division du travail politique appropriée .. » [26]. Dans les thèses adoptées, il est affirmé que le social fascisme est l'ennemi n°1, et que son aile gauche est l'ennemi le plus dangereux , « l'obstacle principal à une élévation de l'activité militante des masses ouvrières ».*

Lors du congrès du KPD, on théorise, pour justifier cette notion de social fascisme, sur la place de l'aristocratie ouvrière , base de la bureaucratie ouvrière qui a pénétré l'appareil d'Etat. [27]

En mars 1930 Remmele écrit « *Chassez les sociaux fascistes de leurs fonctions dans les entreprises et dans les syndicats* » ... « *chassez les petits Zoergiebel (préfet de police de Berlin SD lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai) hors des écoles et des terrains de jeu* » [28]

Quand en 1930, le SPD baisse de 30 à 25%, le KPD monte de 10,6 à 13,1% et les nazis passent de 2,6 à 18,3% (de 0,8 à 6,5 millions votants, le début de leur ascension), les communistes déclarent « *le seul vainqueur des élections de septembre est le parti communiste* ».

### **L'épisode du plébiscite ROUGE de 1931**

Un référendum est organisé le 8 août 1931 en Prusse pour obtenir la révocation du gouvernement social-démocrate à l'initiative des « casques d'acier » - groupe fasciste concurrent des nazis-, soutenus par les nazis est présenté comme le « plébiscite brun ». Le KPD, sur la base d'une recommandation du CE de l'Internationale Communiste (IC), appelle lui aussi, à voter pour le départ du gouvernement social-démocrate, en parlant de... « plébiscite rouge » ! En juillet 1931, lors du XI<sup>e</sup> plénum de l'exécutif de l'IC , Manouïlsky avait présenté ce qu'il appelait une justification « théorique » de cette politique en s'inscrivant en faux contre le « mensonge social-démocrate » selon lequel le fascisme serait l'ennemi principal de la classe ouvrière.

D'où la concurrence, les batailles physiques entre communistes et sociaux démocrates... Dans le pire des cas on converge avec les fascistes, dans le meilleur il y a division ou manœuvre pour ne pas faire l'unité... mais on ne lutte que rarement contre.. Il y aura un changement, lors des premières semaines de 1933, mais ce sera trop tard...

L'« *ultimisme bureaucratique* », que dénonce Trotski renvoie à une conception où le parti communiste exige le front unique mais sur tout son programme... C'est une conception sectaire et gauchiste qu'il attaque systématiquement.

*« Le plus souvent, les organes dirigeants du Parti communiste s'adressaient aux réformistes, en proposant une lutte commune sur des mots d'ordre radicaux, ne découlant pas de la situation et ne correspondant pas au niveau de conscience des masses. Ces propositions étaient des coups tirés à blanc. Les masses restaient extérieures, les dirigeants réformistes interprétaient la proposition des*

*communistes comme une intrigue visant à détruire la social-démocratie. Dans tous ces cas, il s'agissait d'une application purement formelle de la politique de front unique, et qui ne dépassait pas le stade des déclarations ; de fait, dans son essence même, elle ne peut donner de résultats que sur la base d'une appréciation réaliste de la situation et de l'état des masses. L'arme des « lettres ouvertes », trop fréquemment et mal utilisée, s'est enrayée et il a fallu y renoncer ». [29]*

Quelques semaines avant ces lignes, dans la « Lettre à un ouvrier communiste allemand », du 8 décembre 1931, il avait écrit, pour mettre les points sur les « i » :

*« Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, des millions, vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas assez de passeports pour vous. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera comme un tank effroyable, sur vos crânes et vos échine. Le salut se trouve uniquement dans la lutte sans merci. Seul le rapprochement dans la lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates peut apporter la victoire. Dépêchez-vous, ouvriers communistes, car il vous reste peu de temps ! »*

## **IV. La question du front unique**

### **IV.1 Eléments de méthode.**

Trotsky insiste sur les racines profondes de la nécessité d'une politique de front unique dans le processus même de mobilisation et de formation d'une conscience de classe pour les travailleurs.

*« Mais le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire, mais à travers la lutte de classe, qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise, que pour les combats politiques « nationaux », tel que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile, - non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du Manifeste du Parti communiste, où il est dit que les communistes ne s'opposent pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'autres objectifs et d'autres tâches que celles du prolétariat, exprime l'idée que la lutte du parti pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat. » [30]*

Ernest Mandel précise en 1979 :

*« La classe ouvrière ne peut en finir avec le capitalisme, exercer le pouvoir et commencer à construire une société sans classes que si elle atteint un degré d'unité de ses forces sociales et un niveau de politisation et de conscience qualitativement plus hauts que celui qui existait sous le capitalisme dans ses périodes « normales ». De fait, c'est seulement au travers de cette unification et politisation que l'ensemble de la classe ouvrière peut se constituer en « classe pour soi », au-delà des différences d'emploi, de niveau de connaissances, d'origine nationale ou régionale, de sexe, d'âge, etc.*

La majorité des travailleurs acquiert la conscience de classe, dans le sens le plus profond du terme, seulement qu'à travers l'expérience de ce genre d'unité dans la lutte. Le parti révolutionnaire joue un rôle médiateur essentiel dans ce processus. Mais sa propre activité ne peut se substituer à cette expérience de lutte unitaire de la majorité des travailleurs. Le parti, en lui-même, ne peut être la source d'où surgit cette conscience de classe parmi des millions de salariés.....

Dans tous les pays dans lesquels le mouvement ouvrier organisé possède une longue tradition, une

partie significative de la classe continue à manifester un certain niveau de confiance en faveur des partis socialistes et communistes, non seulement électoralement, mais aussi politiquement et organisationnellement. Il est ainsi impossible d'avancer de manière positive et réelle dans l'unification du front prolétarien sans prendre en compte cette confiance relative ou espérant que les travailleurs socialistes et communistes rejoindront le front sans prendre en compte les réactions et les attitudes de leurs dirigeants.

De cela on peut conclure qu'une politique de front unique dirigée vers les partis socialistes et communistes est une composante tactique de l'orientation générale stratégique. Elle n'est donc que cela : un élément et non un substitut à cette orientation. Et cela est particulièrement vrai du fait que l'unification et la politisation maximales de l'ensemble du prolétariat requiert tout autant la participation des travailleurs socialistes et communistes et une rupture de la grande majorité de ces travailleurs avec les options de collaboration de classes des appareils bureaucratiques. » [31]

Cette politique de Front Unique découle donc des conditions objectives et de l'expérience de la lutte de classes et se traduit par le front unique des organisations, le front unique de la base au sommet et le front unique sur des tâches liées à la lutte antifasciste.

*« Quelle est l'attitude du Parti communiste ? Dans ses journaux, il répète quotidiennement que pour lui seul est acceptable « le front unique qui sera dirigé contre Brüning [député de droite], Severing [député SPD], Leipart [SPD, président du syndicat ADGB], Hitler et leurs semblables ». Face au soulèvement prolétarien, il n'y a pas de doute qu'il n'y aura aucune différence entre Brüning, Severing, Leipart et Hitler. .... »*

Mais cela ne signifie absolument pas que Brüning, Severing, Leipart et Hitler appartiennent toujours et dans toutes les conditions au même camp. Maintenant, leurs intérêts divergent. Pour la social-démocratie, la question est, en ce moment, moins de défendre les fondements de la société capitaliste contre la révolution prolétarienne, que de défendre le système bourgeois semi-parlementaire contre le fascisme. Ce serait une très grande bêtise que de refuser d'utiliser cet antagonisme.

*« Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale..., écrivait Lénine dans la Maladie infantile, et renoncer à priori à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ? »* Nous citons à nouveau textuellement : les mots entre parenthèses soulignés par nous sont de Lénine.

Et plus loin : *« On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre »fissure« entre les ennemis. »* Que font Thaelmann et Remmele dirigés par Manouilsky ? La fissure entre la social-démocratie et le fascisme - et quelle fissure ! - ils essaient de toutes leurs forces de la colmater à l'aide de la théorie du social-fascisme et de la pratique de sabotage du front unique.

Lénine exigeait qu'on utilise chaque « possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a rien compris au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain ». Regardez, prophètes de la nouvelle école stalinienne : il est dit ici clairement et précisément, que vous n'avez rien compris au marxisme. Cela, c'est Lénine qui l'a dit de vous : accusez réception ! » [32]

Trotsky propose une traduction concrète à cette analyse :

*« Tout le malheur vient de ce que .....dans son appel pour le « front unique rouge », publié le 29 novembre, le Comité central du Parti communiste allemand part de l'idée qu'il est impossible de vaincre le fascisme, sans avoir vaincu au préalable la social-démocratie allemande.*

Cette idée, Thaelmann la répète sur tous les tons dans son article. Cette idée est-elle juste ? A l'échelle historique, elle est absolument vraie. Mais cela ne signifie pas du tout que l'on peut résoudre les questions à l'ordre du jour grâce à elle, c'est-à-dire en se contentant de la répéter. Cette idée, juste du point de vue de la stratégie révolutionnaire dans son ensemble, devient un mensonge, et même un mensonge réactionnaire une fois traduite dans le langage de la tactique. Est-il vrai que pour faire disparaître le chômage et la misère il faut détruire au préalable le capitalisme ? C'est vrai. Mais seul le dernier des imbéciles en tirera la conclusion que nous ne devons pas nous battre aujourd'hui de toutes nos forces contre les mesures qui permettent au capitalisme d'augmenter la misère des ouvriers.

Peut-on espérer que le Parti communiste renversera la social-démocratie et le fascisme dans les prochains mois ? Aucun homme de bon sens, qui sait lire et compter, ne se risquerait à une telle affirmation. Politiquement, la question se pose ainsi : peut-on aujourd'hui, dans le courant des prochains mois, c'est-à-dire malgré la présence de la social-démocratie, malheureusement encore très puissante bien qu'affaiblie, opposer une résistance victorieuse à l'attaque du fascisme ? » [33]

#### **IV.2 La question de la grève générale dans le combat antifasciste.**

Quelle est la place de l'arme de la grève générale dans la bataille pour le front unique contre le fascisme. C'est un des axes centraux mais à ne pas fétichiser dans l'affrontement politico-militaire contre les nazis. Elle doit être subordonnée à la confrontation directe avec les troupes nazies.

*« Faut-il donc renoncer à la grève comme forme de lutte ? Non, non pas y renoncer mais créer les prémisses politiques et organisationnelles indispensables. Le rétablissement de l'unité syndicale en est un. La bureaucratie réformiste n'en veut pas, naturellement. Jusqu'à présent la scission lui a assuré la meilleure position possible. Mais la menace directe du fascisme modifie la situation dans les syndicats au grand désavantage de la bureaucratie. L'aspiration à l'unité grandit. La clique de Leipart peut toujours essayer, dans la situation actuelle, de refuser de rétablir l'unité : cela multipliera par deux ou par trois l'influence des communistes à l'intérieur des syndicats. Si l'unité se réalise, tant mieux, un large champ d'activité s'ouvrira devant les communistes. Il ne faut pas de demi-mesures mais un tournant radical !*

.....

La grève générale est un moyen de lutte très important mais il n'est pas un remède universel. Il y a des situations où la grève générale risque d'affaiblir plus les ouvriers que leur ennemi direct. La grève doit être un élément important du calcul stratégique, mais non une panacée dans laquelle se noie toute stratégie.

.....

Il ne fut pas question de la grève générale pendant la Révolution d'octobre. A la veille de la révolution, les usines et les régiments dans leur immense majorité s'étaient déjà ralliés à la direction du Soviet bolchevique. Appeler les usines à la grève générale dans ces conditions signifiait s'affaiblir soi-même et non affaiblir l'adversaire.

.....

Si, en Allemagne, la lutte éclate à partir de conflits localisés, dus à une provocation des fascistes, il

est peu probable qu'un appel à la grève générale réponde aux exigences de la situation. La grève générale signifierait avant tout : couper une ville d'une autre, un quartier d'un autre et même une usine d'une autre. Il serait plus difficile de trouver et de rassembler les chômeurs. Dans ces conditions les fascistes qui ne manquent pas d'état-major, peuvent gagner une certaine supériorité, grâce à leur direction centralisée.

.....

En conséquence, il faut se préparer non à la grève générale mais à résister aux fascistes. Cela implique : créer partout des bases de résistance, des détachements de choc, des réserves, des états-majors locaux et des centres de direction, une liaison effective, des plans très simples de mobilisation.

Fin 1932, Trotski opère un changement d'approche sur la question de la grève générale. Il faut maintenant la confrontation décisive avec les nazis.

*« Le combat décisif du prolétariat contre le fascisme implique l'affrontement simultané avec l'appareil d'Etat bonapartiste. Pour cela, la grève générale est une arme irremplaçable. Il faut la préparer. Il faut mettre au point un plan spécial, c'est-à-dire un plan de mobilisation des forces en vue de son déroulement ; à partir de ce plan, il faut développer une campagne de masse et sur la base de cette campagne, proposer à la social-démocratie un accord sur la conduite de la grève générale, en l'assortissant de conditions politiques précises. Cette proposition reprise et concrétisée à chaque nouvelle étape, doit, dans sa dynamique, mener à la création des soviets, en tant qu'organes supérieurs du front unique »* [34]

#### **IV.3 Front unique et accords parlementaires.**

Trotski précise sa pensée :

*« Les accords électoraux, les marchandages parlementaires conclus par le parti révolutionnaire avec la social-démocratie servent, en règle générale, la social-démocratie. Un accord pratique pour des actions de masse, pour des buts militants, se fait toujours au profit du parti révolutionnaire*

.....

Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément, frapper ensemble ! Se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ! On peut se mettre d'accord sur ce point avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinski. A la seule condition de ne pas se lier les mains.

Enfin, il faut rapidement mettre au point un ensemble pratique de mesures, non dans le but de « démasquer » la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but de lutter effectivement contre le fascisme. Ce programme doit porter sur la protection des usines, la liberté d'action des comités d'usine, sur l'intangibilité des organisations et des institutions ouvrières, la question des dépôts d'armes dont peuvent s'emparer les fascistes, sur les mesures à prendre en cas de danger, c'est-à-dire sur les actions militantes des détachements communistes sociaux-démocrates, etc. . » [35]

Le centre de gravité c'est le combat pratique antifasciste mais il y a aussi, dans ce cadre, et il faut insister, dans ce cadre, la possibilité d'accords parlementaires. C'est ce que défend Trotski en 1932, ou il dénonce une approche institutionnelle d'accords parlementaires mais pas des accords parlementaires liés à la mobilisation..

*« ..... voilà que le 22 juin, la fraction communiste au Parlement de Prusse proposa à la surprise générale, et à la sienne propre, un accord avec la social-démocratie et même avec le centre. La même chose s'est répétée en Hesse. Face au danger de voir la présidence du Parlement tomber entre les mains des nazis, tous les sacro-saints principes furent envoyés au diable. Est-ce étonnant ? N'est-ce pas affligeant ?*

.....

L'initiative de la fraction communiste au Landtag était-elle en soi fautive et inadmissible ? Nous ne le pensons pas. Les bolcheviks en 1917 ont à plusieurs reprises fait la proposition suivante aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires : « Prenez le pouvoir, nous vous soutiendrons contre la bourgeoisie, si elle offre une quelconque résistance. » Certains compromis sont acceptables, dans certaines conditions ils sont nécessaires. Cela dépend de l'objectif que l'on s'est fixé, de la manière dont le compromis est perçu par les masses et de ses limites. Limiter le compromis au Landtag ou au Reichstag, considérer comme un but en soi le fait qu'un social-démocrate ou un catholique devienne président à la place d'un fasciste, revient à tomber entièrement dans le crétinisme parlementaire. La situation est tout autre lorsque le parti se fixe pour tâche la lutte systématique et méthodique pour gagner les ouvriers sociaux-démocrates sur la base du front unique. Dans ce cas, l'accord au parlement contre la prise de la présidence par les fascistes aurait fait partie intégrante d'un accord extra-parlementaire pour la lutte contre le fascisme. » [36]

### **Eléments de conclusion sur la tactique de front unique**

Dans cette situation tragique des années 30, le front unique concentre la politique révolutionnaire, dans une situation défensive contre le fascisme. Trotski insistera sur deux autres considérations :

- la politique révolutionnaire ne se réduit pas au front unique. Il y a bien d'autres aspects dans la construction et la stratégie révolutionnaire : mots d'ordre transitoire, auto-organisation, contrôle gestion, conquête du pouvoir, problèmes militaires.
- la politique de front unique a un aspect général mais elle est momentanée.. On peut et doit passer des accords avec les réformistes, mais pas pour conquérir le pouvoir... Nous faisons seulement un bout de chemin....

Jusqu'au bout, jusqu' au dernier moment, tout en annonçant la défaite, Trotski essaie de déceler les possibilités de combat.

Hitler devient chancelier du Reich le 30 janvier, à la tête d'un gouvernement où les nazis sont encore en minorité parmi les représentants des partis de droite. Quelques jours plus tard, Lev Sedov lui donne de la réalité politique allemande une description assez noire :

*« Ce que nous vivons ressemble à une reddition de la classe ouvrière au fascisme. [...] Au sommet, désorientation, personne ne sait que faire ; à la base, pas de foi dans nos propres forces. [...] Je crois que nous entrons maintenant dans les journées et semaines décisives. Si une action vigoureuse de la classe ouvrière - qui, dans son développement, ne peut pas être autre chose que la révolution prolétarienne - ne se produit pas maintenant, une effroyable défaite est inévitable. Cette action n'est pas encore exclue, mais, à mon avis, elle n'est plus très vraisemblable. »*

Le 5 février 1933 - nous ignorons s'il a reçu cette lettre de Sedov, fils de Trotski - Trotski aborde la question en y croyant encore....

« L'arrivée de Hitler au pouvoir est, sans aucun doute, un coup terrible pour la classe ouvrière. Mais ce n'est pas encore une défaite définitive et irrémédiable. L'ennemi que l'on pouvait abattre quand il cherchait encore à se hisser au pouvoir, occupe aujourd'hui toute une série de postes de commande. C'est pour lui un avantage considérable, mais la bataille n'a pas encore eu lieu. Occuper des positions avantageuses n'est pas en soi décisif. C'est la force vivante qui tranche. [...] Du gouvernement qui a à sa tête un chancelier fasciste à la victoire complète du fascisme, il y a encore pas mal de chemin. Cela signifie que le camp de la révolution dispose encore d'un certain laps de temps. Combien ? Il est impossible de l'évaluer à l'avance. On ne peut le mesurer qu'au combat. » [37]

Nous l'avons vu, même après l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, des manifestations de masse de centaines de milliers de travailleurs, dans les principales villes allemandes devant les locaux des syndicats et de la social démocratie pour appeler à la mobilisation, à la grève générale contre le gouvernement de Hitler se produisent... La social démocratie refusera d'appeler à la mobilisation. La répression et les arrestations et les assassinats redoublent.

C'est la défaite. Une défaite sans combat.

Une tragédie qui débouche sur la guerre et des millions de morts.

La défaite allemande change toutes les perspectives historiques.

Dans l'affrontement, soit le fascisme gagnait et écrasait le mouvement ouvrier, soit le mouvement ouvrier en repoussant les nazis créait les conditions pour une défaite décisive du capitalisme. L'incapacité du KPD, et de l'internationale communiste à mener cette affrontement signent leur mort comme partis révolutionnaires.

« Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme allemand, jamais ».  
« Il faut un nouveau parti », conclut Trotski après la défaite allemande.

Pour des ruptures.. il faut des grands événements historiques....

**François Sabado, Patrick Le Moal**, le 13 octobre 2013

---

## Notes

[1] Léon Trotski « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne » janvier 1932 dans « Comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 229.

[2] Rosenberg cité par Ossip K Flechtheim ds « Le parti communiste allemand sous la république de Weimar » p 28.

[3] Ossip K Flechtheim « Le parti communiste allemand sous la république de Weimar » p 118.

[4] le courant animé par Ruth Fischer et Maslow.

[5] Ossip K Flechtheim « Le parti communiste allemand sous la république de Weimar », p 119.

- [6] Léon Trosky « Je prévois la guerre avec l'Allemagne », The Militant. 26 juillet 1932.
- [7] Chiffres adhérents plus jeunes cités par Pierre Franck « Histoire de l'IC » tome 2 page 635
- [8] Fascismes dossier Armand Colin, p 33.
- [9] Daniel Guérin « Sur le fascisme » Maspéro tome 2 p 37.
- [10] Daniel Guérin « Sur le fascisme » Maspéro tome 2 p 108 : instructeurs et terrains militaires pour s'entraîner ...
- [11] Le 31 janvier, Breitscheid déclare dans une réunion du Comité directeur du Parti social-démocrate : « La lutte contre le fascisme est entrée dans une nouvelle phase. Tous nos désirs seraient que nos relations avec le Parti communiste entrassent aussi dans une phase nouvelle. » Une motion proposant un « pacte de non-agression » au PC est rejetée par une seule voix de majorité. « 1933 la tragédie du prolétariat allemand » Rustico.
- [12] Ernest Mandel, ESSF (article 30094), « [Ce qu'est le fascisme et comment l'arrêter](#) »
- [13] Cité par Pierre Franck « Histoire de l'IC » tome 2 page 674.
- [14] « 1933 la tragédie du prolétariat allemand » Rustico.
- [15] Idem.
- [16] les nazis ne sont en tête dans aucune des trois plus grandes villes allemandes de l'époque : c'est le KPD qui l'emporte à Berlin, le SPD à Hambourg, et le Zentrum à Cologne (le KPD arrivant deuxième).
- [17] Ernest Mandel, ESSF (article Ernest Mandel Théorie du fascisme chez Trotski), [La théorie du fascisme chez Léon Trotsky](#).
- [18] Daniel Guérin « Sur le fascisme » Maspéro tome 2 p 186.
- [19] Ernest Mandel, op. cit [La théorie du fascisme chez Léon Trotsky](#).
- [20] Ernest Mandel, op. cit [La théorie du fascisme chez Léon Trotsky](#).
- [21] Léon Trotski « la révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », janv 1932 dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 84.
- [22] Cité par Pierre Franck « Histoire de l'IC » tome 2 page 658.
- [23] Léon Trotski « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », janv 1932 dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 97.
- [24] Cité par Pierre Franck « Histoire de l'IC » tome 2 page 593.
- [25] idem.

[26] idem page 625.

[27] Ossip K Flechtheim « Le parti communiste allemand sous la république de Weimar » p 196

[28] Dans organe des pionniers communistes cité par Ossip K Flechtheim « Le parti communiste allemand sous la république de Weimar » p 205.

[29] Léon Trotski « la révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », janv 1932 dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 134

[30] [Idem p. 110.

[31] Interview « [Conscience de classe, front unique et gouvernements ouvriers](#) » 1979, disponible sur ESSF (article 30096).

[32] Léon Trotski « la révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », janv 1932 dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 122

[33] Léon Trotski « lettre à un ouvrier communiste allemand », 8 décembre 1931, dans « Comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 71. Disponible sur ESSF (article 30108), [En quoi la politique actuelle du Parti communiste allemand est-elle erronée ?](#).

[34] Léon Trotski « la révolution allemande et la bureaucratie stalinienne » janv 1932 dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 206 à 209.

[35] Léon Trotski « lettre à un ouvrier communiste allemand » dec 1931, dans « Comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 76. Disponible sur ESSF (article 30108), [En quoi la politique actuelle du Parti communiste allemand est-elle erronée ?](#).

[36] Léon Trotski « le seule voie » octobre 1932, dans « Comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 325.

[37] Léon Trotski « devant la décision » fevrier 1933, dans « Comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 325.